

arriver à une entente sur la réduction des armements stratégiques si l'on fixait d'abord un plafond à la course aux armements. On doit toutefois se rappeler que l'établissement d'un tel plafond provisoire en 1972 n'est nullement attribuable à l'Accord de Vladivostok. On a plutôt fixé un nouveau plafond plus élevé. Il ressort clairement que les intenses négociations de ces dernières années n'ont servi qu'à codifier la course aux armements stratégiques.

Perspectives d'avenir

Si les deux pays entendent vraiment réduire leur potentiel stratégique, ils devront apporter plusieurs correctifs à leur position respective. Chose peut-être la plus importante, il faudra repenser la notion d'«équivalence essentielle». Même si en théorie l'application de ce concept permet de se faire une vision globale de l'équilibre des forces tout en tenant compte de facteurs plus difficilement mesurables tels la proximité géographique, l'aide pouvant être fournie par d'autres États et la diversité des menaces, etc., cette notion sous-tend dans les faits plus qu'une simple parité de chaque système d'armes. Il est particulièrement difficile de convaincre du contraire le grand public et les adversaires de la politique de dissuasion nucléaire quand on se contente de comparer les chiffres des forces en présence. Ne sont pas compris en effet dans les calculs de l'équilibre stratégique les quelque 7 000 ogives nucléaires tactiques entreposées par les États-Unis en Europe seulement, le potentiel nucléaire supplémentaire qu'apportent la France et la Grande-Bretagne à l'alliance occidentale, le fait que l'Union soviétique doit se prémunir davantage contre la menace d'une attaque chinoise que les États-Unis, et enfin le fait que ces derniers, qui possèdent des bases militaires à l'étranger et ont facilement accès à la mer, peuvent maintenir un plus grand nombre de SLBM en position de lancement que leurs concurrents soviétiques.

Il est peu probable qu'on parvienne jamais à s'entendre sur un mode unique de calcul de l'équivalence essentielle. Les suggestions voulant qu'on mesure à cette fin la puissance utile ne sont pas valables, car les États-Unis ont délibérément choisi de porter leurs efforts sur les ogives nucléaires de petites dimensions, qu'ils jugent plus efficaces. Il serait par ailleurs très surprenant que les États-Unis acceptent que l'équivalence soit mesurée en fonction du nombre d'ogives nucléaires dont dispose chaque camp. Le fait que la précision et la vulnérabilité des missiles varient est un autre facteur qui contribue

à la complexité des calculs. L'autorisation accordée à chacune des parties de déterminer la puissance exacte de sa force stratégique à l'intérieur de certaines limites constitue un progrès important. Mais pour réduire de façon appréciable les armements stratégiques, il faudra probablement préciser quel est au juste le potentiel nécessaire pour avoir une force de dissuasion suffisante. Il faudra aussi que chaque puissance souscrive au principe de la dissuasion minimale après s'être ménagée un potentiel de contre-attaque suffisant pour se sentir en sécurité. C'est seulement de cette façon qu'on parviendra à freiner la surenchère actuelle.

Tout effort tenté dans le cadre des entretiens SALT devrait viser d'abord à stabiliser les systèmes de dissuasion nucléaire. Ainsi, il semble que pour compenser la vulnérabilité croissante des ICBM, il faudrait diminuer l'importance du rôle qu'ils jouent comme moyen de dissuasion et faire en sorte que les SLBM demeurent invulnérables. Un accord visant à limiter la guerre anti-sous-marins, soit en limitant la quantité des armes soit en interdisant certaines zones aux SLBM, aiderait particulièrement à stabiliser les forces de dissuasion.

Le succès des efforts de désarmement stratégique sera d'abord et avant tout fonction de la sagesse avec laquelle seront prises les décisions en matière de mise au point de nouveaux systèmes d'armes. L'histoire des pourparlers SALT montre combien il est futile d'utiliser ces armes comme des pièces de marchandage: en effet, une fois qu'elles sont produites, elles n'ont pas été facilement abandonnées (à preuve MIRV). Les efforts déployés par le Congrès pour déterminer l'incidence, sur le contrôle des armements, des prévisions de dépenses en matière de défense représentent un tournant décisif pour ceux que préoccupe la question du désarmement stratégique.

Notre examen de l'avenir des SALT fait ressortir un fait particulièrement notable: les États-Unis font preuve d'une grande prudence en matière de limitation des armements stratégiques tout en prenant des risques quand il s'agit de leur force de dissuasion nucléaire. Si le système de la dissuasion s'avère pratique, il peut sûrement fonctionner sans comporter un potentiel de destruction si élevé. Les pourparlers SALT n'auront de valeur que le jour où ils permettront de réduire les armements au lieu de masquer tant bien que mal la menace que fait peser un monde surarmé.